

PRIX ET COÛT DE L'EAU

# De l'eau ... contre du liquide

Raymond Klein

**Les députés examinent un projet de loi sur l'eau, qui risque d'en augmenter encore le prix. La discussion autour du modèle de tarification est ouverte. Il y aura des perdants et des gagnants.**

L'eau risque-t-elle de devenir trop chère au Luxembourg ? « Un bien public essentiel auquel tous les habitants doivent avoir accès », c'est ainsi que l'eau potable est caractérisée dans un avis du Conseil économique et social. Si le prix augmente trop, « comment les communes pourront-elles garantir l'hygiène publique, les plus démunis n'ayant que difficilement accès à l'eau ? », renchérit la Chambre des employés privés (CEP) dans son avis relatif au projet de loi-cadre sur l'eau.

## Eau ou champagne ?

Aucun risque, rétorqueront les adeptes d'une augmentation des prix, l'eau est incroyablement bon marché. Même si on double ou triple le prix, un mètre cube d'eau du robinet coûtera moins cher qu'un six-pack d'eau minérale. Il est exact que de nombreuses personnes, jusque dans les couches les plus pauvres, investissent dans le luxe de l'eau en bouteille. Mais ce que cette comparaison omet de dire, c'est que seule une infime partie de l'eau du robinet consommée - et donc facturée - est bue, le reste servant à l'hygiène. Et en général, les gens ne remplissent pas leur baignoire ou le réservoir de leur chaise d'eau avec du Rosport...

L'inquiétude suscitée par le projet de loi-cadre doit donc être prise au sérieux. Ce texte constitue une refonte de la législation luxembourgeoise sur l'eau combinée à la transposition de la directive-cadre européenne de mars 2000. Cette directive évoque entre autres les principes de pollueur-payeur et de la récupération des coûts. Ces coûts comprennent le captage de l'eau, l'entretien des châteaux d'eau et des raccordements, mais aussi la gestion des eaux et le fonctionnement des stations d'épuration.

Or, constate la CEP, « notre projet de loi va au-delà de la directive en ce qui concerne le 'prix de l'eau' ». En effet, le texte ne prévoit pas de tenir compte des aspects sociaux dans le prix facturé aux ménages, alors que la directive prévoit cette possibilité. C'est « incompréhensible et condamnable », s'insurge la CEP, d'autant plus que le prix de l'eau pour d'autres secteurs tiendra compte d'effets environnementaux et économiques. Et la Chambre donne l'exemple d'un agriculteur qui arroserait ses terres au prix préférentiel en pleine canicule, alors qu'un ménage à faible revenu avec enfants ne bénéficierait d'aucun aménagement.

## Ecologie contre social

« La CEP fait fausse route », estime Camille Gira, député vert et membre de la commission des affaires intérieures, interrogé par le woxx. « Il y a des instruments pour la politique environnementale et d'autres pour la politique sociale. Il ne faut pas mélan-

ger les deux. » Plutôt que d'accorder des tarifs de faveur aux ménages pauvres, Gira plaide pour un prix « réel » de l'eau, flanqué d'allocations sociales conséquentes. « Ces ménages sont plus affectés par les loyers voire les factures de GSM que par l'eau. »

Marco Schank (CSV), président de la commission des affaires intérieures, est plus nuancé. Le reproche d'avoir exclu les considérations socia-

les du projet de loi lui semble fondé. « Le ministre Jean-Marie Halsdorf a affirmé que tout était à débattre, donc nous en débattons. » Mais Schank estime qu'il faudrait parler des économies d'eau à faire avant de pleurer sur son prix. « Personnellement, je n'ai pas l'impression que l'augmentation du prix de l'eau soit si énorme quand on la compare à d'autres composantes du coût de la vie. »

## Vaste projet

« Je dis cela aussi d'un point de vue écologique : cette loi-cadre sur l'eau constitue un grand pas en avant », affirme Marco Schank, président de la commission des affaires intérieures. Il n'est pas outre mesure troublé par les difficultés, notamment la vingtaine d'oppositions formelles du Conseil d'Etat. « Les critiques sont très précises, on pourra donc plus simplement en tenir compte », dit Schank. La commission poursuit l'examen du texte article par article et s'est déjà fixé toute une série de réunions jusqu'en décembre.

« Il est normal qu'il y ait discussion sur un projet de loi aussi important et vaste », estime aussi Roger Negri. Il mentionne les renaturations des cours d'eau, car les dispositions prévues lui semblent trop floues.

« Si nous souhaitons vraiment lutter contre les inondations, il faudra qu'on puisse imposer des mesures sur base de cette loi. » Negri demande notamment que les renaturations soient déclarées d'utilité publique, ce qui permettrait de faciliter, le cas échéant, des expropriations.

Camille Gira décèle « un esprit de défiance envers les communes » dans le projet de loi. Trop de décisions seraient dictées aux acteurs locaux par l'administration de la gestion de l'eau, un point également relevé par l'Aluseau. « Il convient d'imposer aux communes une obligation de résultats, mais pas une obligation de moyens », dit Gira. Comme exemple d'une bonne gestion autonome, il cite l'exemple de Beckerich, la commune dont il est le bourgmestre : « Pour l'assainissement, nous sommes affiliés à un syndicat intercommunal, mais nous effectuons nous-mêmes la gestion de l'eau potable, avec de très bons résultats. »